

Interview de Clément

Militant du Front
Antifasciste de Liège



Citoyenneté
& Participation

Depuis environ trois ans, Clément est un militant actif au Front Antifasciste de Liège, ainsi qu'un acteur important dans la coordination antifasciste de Belgique. Dans le cadre de l'élaboration de ce numéro et de nos réflexions autour des chemins de résistance face à l'extrême droite, nous avons eu le plaisir d'échanger avec lui autour de son analyse de la montée de l'extrême droite en Belgique, des actions menées pour y faire face, ainsi que des difficultés rencontrées. Cet échange met ainsi en lumière, loin des idées reçues et du sensationnalisme, les réalités des milieux antifascistes en Belgique, avant-gardes de la lutte de terrain contre l'extrême droite.

— **Citoyenneté & Participation : Pourrais-tu me décrire le front antifasciste de Liège, le collectif dans lequel tu évolues ?**

Clément : Le front entame sa septième année. Moi je n'y suis que depuis trois ans. Et je participe aussi à la coordination antifasciste de Belgique, qui elle est beaucoup plus jeune. Mais qui rassemble et qui essaie d'unifier, ou en tout cas de trouver des liens de communication et de mobilisation avec tous les fronts locaux de Belgique et des organisations syndicales, artisanes qui pourraient s'y joindre. On a une grosse diversité politique de base et une grosse diversité de tactiques et d'évènements. Il y a des gens qui sont spécialisés dans l'éducation permanente, des gens qui préfèrent faire de la sensibilisation sur les réseaux ou écrire des articles. Puis, il y a des gens qui organisent de gros rassemblements. Il y en a aussi qui sont super attentifs à la montée de l'extrême droite avec la veille et l'antifascisme de rue. On doit se mobiliser beaucoup plus dans les villes, dans les universités, sur les lieux de travail ou dans les campagnes aussi. En soi, on essaie d'être représentatif de toutes les tendances de l'antifascisme et on n'en exclut aucune. Il n'y a pas de hiérarchies, il n'y a pas de pouvoir qui s'impose. La plupart des choses sont soit décidées dans des assemblées larges, soit décidées avec des groupes de travail qui s'auto-organisent et qui fluctuent beaucoup. Il y a des groupes qui se créent et qui disparaissent en l'es-

pace de quelques mois sur des questions spécifiques. Et ils se débrouillent entre eux. Ils sont autonomes. Il y a un principe qui est la souveraineté des groupes locaux. Donc ça veut dire que quand il y a un évènement qui se passe à Liège, c'est Liège qui a la main et c'est Liège qui décide ce qu'il se passe. Quand c'est à Bruxelles, c'est Bruxelles. Quand c'est Charleroi, c'est Charleroi, etc.

— CP : Comment définissez-vous collectivement l'antifascisme ?

Clément : On réagit beaucoup aux crises de la société. Donc on part d'abord de ce principe-là : il y a une montée de l'extrême droite, il y a des crises successives, il y a une pression qui est mise sur les plus précaires, les migrants, les migrantes, les personnes LGBT, sur les femmes. Parfois sur certains piliers de la démocratie, comme les syndicats. Ça peut être beaucoup de choses. On commence par réagir à cette pression-là et toute la politique d'extrême droite, peu importe qui la porte. Que ce soit des partis historiquement fascistes, nazis ou des partis qui font un virement radical de droite.

D'un autre côté, personne n'est vraiment que antifasciste et personne n'est vraiment que dans la réaction. La grande majorité des gens autour de nous, dans les groupes antifascistes, ont aussi un projet positif, une vision d'une société débarrassée de la discrimination, de l'oppression, de l'exploitation. Donc les gens aspirent aussi à défendre autre chose. Et c'est là où parfois il y a plusieurs nuances qui interviennent. C'est-à-dire que dans l'antifascisme quand il s'agit de faire des actions défensives, tout le monde est d'accord. Mais tout le monde n'est pas d'accord sur la tactique. Après, on a de toute façon un principe de convergence des luttes. On emprunte forcément à toutes les luttes parce que l'extrême droite est un projet global qui va nuire à tous. Dans l'antifascisme aussi, il y a des nuances politiques très classiques. On a des gens qui sont des communistes, des anarchistes, des syndicalistes, des socio-démocrates, des gens qui sont

très portés sur la démocratie citoyenne. Même là-dedans, on voit aussi la richesse de nos fronts antifascistes. On arrive à garder une sorte de paix politique entre tous les courants. Ce que, moi, je ne vois nulle part ailleurs. Honnêtement, dans la plupart des mouvements, que ça soit les mouvements écologistes, les syndicats, etc., il y a très rarement la paix politique à ce niveau-là. Mais de nouveau, je pense que l'élément de défense et l'élément d'urgence sont très forts aujourd'hui. Et donc l'antifascisme a ce potentiel de rassembler tous les courants politiques.

— CP : Quels types d'action menez-vous ?

Clément : À côté de tout un travail de sensibilisation et de prévention, on développe trois types d'action. Il y a les actions numériques, les actions de masse et les actions directes. Les actions numériques, certains de nos gros succès passent par là. Ce sont des campagnes sur les réseaux sociaux, où on fait des visuels très simples pour mettre la pression sur des salles, des hôtels qui accueillent des conférences d'extrême droite. Comme des campagnes de mails pour faire annuler des réservations et faire déplacer des conférences. Par exemple, on a fait des actions contre le MCC, qui est un lobby d'extrême droite hongrois tenu par le parti de [Viktor] Orbán et qui invite des conférenciers d'extrême droite du monde entier. Ils avaient notamment participé à la création de la NatCon en Belgique. C'est la National Conservative Conference. Zemmour était venu en Belgique, Nigel Farage d'Angleterre, des Allemands de l'AfD, etc. Ils étaient venus dans le cœur de Bruxelles et on avait fait sauter leurs réservations d'hôtels et de salles trois fois. Ils avaient finalement trouvé une salle près des locaux du Vlaams Belang, qui avait été lourdement défendue par la police. Mais mine de rien, on leur a sacrément mis la pression. On a aussi fait une manifestation juste devant.

Ensuite, l'action de masse, ce sont de gros rassemblements : on fait des manifestations les plus larges possibles avec

des mots d'ordre les plus concrets [possibles]. Par exemple, après les élections, on avait organisé directement un rassemblement pour dire que le gouvernement qui allait naître allait être une catastrophe, et qu'il fallait une réponse sociale très rapide. On a eu à Bruxelles dix mille personnes et à Liège quatre mille, quelque chose comme ça, en l'espace de quelques jours. L'action de masse, c'est aussi ce qui se passe aujourd'hui contre le MR à Liège ou les mobilisations qui comptent la plupart du temps des centaines voire des milliers de personnes.

Sinon, il y a aussi l'action directe. Le plus courant, c'est le blocage ou la désobéissance civile. Ou alors ce sont des actions un peu spectaculaires qui se passent en très peu de temps avec des gens qui savent ce qu'ils font. Par exemple, contre Chez Nous, c'est ce qu'on faisait systématiquement. On allait dans les cafés où ils se réunissaient et on demandait au gérant de les faire partir. La plupart du temps, ça s'est fait sans blocage et sans violence. On se présentait dans les cafés et on disait : « vous accueillez un groupe d'extrême droite et on voudrait que vous les mettiez dehors ». La plupart du temps les gérants acceptaient. Ça fait partie de toute cette frange de l'antifascisme de rue qui aujourd'hui est particulièrement mise en lumière. Nous, on la choisit rarement. On se dit rarement « c'est ça notre objectif ». On voit bien que beaucoup d'autorités publiques sont incapables de mener la lutte contre l'extrême droite et on prend très clairement ce rôle-là. Dans l'histoire [du mouvement antifasciste] que moi je connais, il n'y a jamais eu de préparation d'attaque sur qui que ce soit.

— CP : Globalement, comment vous décririez votre rapport à la violence ?

Clément : Un des grands axes, c'est qu'on assume l'autodéfense quoi qu'il arrive. On assume une solidarité envers les gens qui se défendent. Par exemple, il y a eu la situation où des hooligans sont venus à Molenbeek et à Jette il n'y a pas si longtemps. Il n'y avait pas énormément d'antifascistes ou de groupes antifascistes qui ont pu se déplacer à temps et ce sont des jeunes qui ont pris la main spontanément. C'est sûr que nous, dans ces cadres-là, non seulement si on peut, on participe mais on est aussi solidaire de ces jeunes-là qui au final ont résisté. Jamais on n'aurait condamné les jeunes à Molenbeek qui se sont bagarrés avec des nazis qui venaient dans leur quartier. La plupart des choses qu'on organise ça reste du niveau de la désobéissance civile. Après, on est sur des lignes de front les plus violentes : on se retrouve soit face à l'extrême droite, soit face à des gens qui sont relativement radicalisés ou agressifs. Ou alors, on est dans des endroits où le gouvernement déploie des forces de police dans l'objectif d'empêcher les rassemblements, de mettre des bâtons dans les roues des mouvements sociaux. Donc on se retrouve effectivement parfois à avoir une image de « confrontation ».

Les canaux de la démocratie traditionnelle sont parfois complètement bouchés. On voit les élections et on se dit qu'il va y avoir de nouveau un gouvernement de droite. Moi je comprends tout à fait que les gens se disent « je dois trouver d'autres solutions, il faut qu'on trouve d'autres modes d'action ».

— CP : Tu as aussi parlé d'un volet de sensibilisation et de prévention. Tu peux m'en dire plus ?

Clément : Je pense que c'est dans la catégorie des choses où l'antifascisme est très multiple. On mène la bataille sur tous les terrains et par tous les moyens. Mais en dehors des villes et des réseaux sociaux, on se rend compte qu'il y a beaucoup d'éducation, de sensibilisation à faire. Par exemple, à Liège,

le 8 mai est d'habitude une journée de devoir de mémoire un peu mou, où le devoir de mémoire est vu comme une espèce de tradition, un peu comme si c'était Noël pour certains. Alors que pour nous pas du tout : c'est l'occasion de se rappeler des crimes du nazisme, mais aussi de se rappeler comment ils sont arrivés au pouvoir, qui étaient leurs alliés et comment aujourd'hui certaines tendances politiques reproduisent ou en tout cas ouvrent la porte à plusieurs formes d'extrême droite. Quand on organise le 8 mai, on tient à faire des mobilisations en lien avec des points d'actualité brûlants.

Pour la sensibilisation, on a aussi des cafés antifascistes avec l'ASBL Peuple et Culture. Ça passe par ce type de café, par des brochures qu'on écrit, qu'on traduit ou qu'on importe d'autres endroits. Puis, on a des articles plus longs qu'on publie sur les réseaux sociaux, qui n'ont pas forcément de lien direct avec une action.

— **CP : Quelles sont finalement les réactions que vos actions, ou que votre existence, suscitent à la fois chez le public, chez les politiques et dans les médias mainstream ?**

Clément : Déjà, côté public, côté population, on a quasi que de bons retours. Je pense qu'on a, soit des bons retours, soit à la limite des gens qui nous tolèrent. Mais on n'a quasi jamais de problèmes de confrontation.

Pour les autorités publiques, on a très mauvaise presse pour le moment. C'est très compliqué. Par principe, on ne demande quasi jamais d'autorisation pour manifester. Mais on a des contacts avec la ville et avec la police, et on pose souvent le cadre de ce qu'on fait. On trouve des accords pour être tolérés dans les villes où on va. Mais récemment, on a vu les dispositifs policiers et l'inflation du nombre de flics qui sont présents, le matériel qui est disponible et l'usage de la force. Là, honnêtement, ça devient très lourd, que ça soit les forces de police ou la justice, avec les arrestations et les perquisitions. Ils utilisent les outils à leur disposition qui sont les plus

violents et les plus brutaux contre des gens qui faisaient partie des manifestants mais qu'on ne connaît même pas forcément. Et on les a perquisitionnés à cinq heures du matin, en saisissant des objets chez eux, sans forcément leur expliquer pourquoi ils étaient là. Il y a un gars qui a été mis à la prison de Lantin. Il y a quelqu'un qui a passé trois jours en prison. En fait, on trouve ça surprenant la façon dont subitement l'autorité publique, en plus du parquet et de la police, ont monté leur niveau [d'intervention] très rapidement, là où nous on a l'impression d'être plus ou moins sur une forme de continuité [dans nos actions et nos stratégies]. Mais ça c'est le reflet de changements politiques aux niveaux national et international. On voit que partout dans le monde, les mouvements antifascistes sont désignés comme le paratonnerre de tous les maux du pays.

Après ça, pour les médias, je pense qu'ils sont aussi totalement le reflet du rapport de force politique du pays. Ils ont aussi la même propension à systématiquement nous attaquer. Les éditions de Sudinfo ont fait de grands titres (« les antifas perquisitionnés »), alors qu'on répond à leurs interviews, on leur dit qu'on n'a pas de « membres » et que ce sont [les personnes arrêtées] des gens qu'on ne connaît pas. Après, d'un autre côté, on est agréablement surpris d'avoir des journalistes qui nous contactent maintenant pour nous donner la parole et essayer d'équilibrer, notamment dans le service public avec la RTB, mais aussi RTL, alors qu'ils appartiennent au même groupe que Sudinfo. Ils ont fait des pas vers nous et on est très contents pour ces opportunités-là. Mais généralement, dans les médias, je pense qu'il y a aussi pas mal de préjugés ou d'incompréhensions sur le fonctionnement des groupes antifas, ce qui est compréhensible parce que c'est fluctuant et un peu nébuleux. Mais nous mettre systématiquement la responsabilité [de la violence en manifestation] sur le dos, je pense que c'est de l'instrumentalisation politique et que c'est un faux procès qu'on nous fait. En France, par exemple, c'est la débandade totale. On voit que toute la

sphère politique et la sphère médiatique ont rallié les récits d'extrême droite et instrumentalisent tout ça pour lutter activement contre les antifascistes. Du jour au lendemain ça peut aussi basculer dans ce sens-là. Et en Flandre aussi c'est la catastrophe.

— **CP : Est-ce que vous arrivez à trouver des alliances avec certains partis politiques ?**

Clément : Oui et non. Par exemple, la ville de Liège a porté plainte contre les manifestations auxquelles on a participé. Personne au conseil communal à Liège ne s'est opposé à ces plaintes. Tous les partis étaient représentés, du PTB au MR. Le PTB et Ecolo se sont abstenus et tous les autres ont voté pour. Le PS a voté pour porter plainte, ouvrir une instruction judiciaire. Maintenant l'instruction judiciaire est dans les mains d'un juge qui visiblement a des opinions assez clairement établies. Il choisit de perquisitionner et arrêter les gens à cinq heures du matin pour des jets de pomme ou autres. Donc là, on voit que les choix politiques de ces partis et que leur colonne vertébrale ne sont pas spécialement à la hauteur de la situation. Mais il y a plein de moments où on est alliés, où on se met d'accord, où on travaille ensemble. On a plein de gens individuellement qui sont dans ces partis et qui sont très importants pour le front antifasciste. On est très clair là-dessus aussi : on ne rejette personne sur base de l'affiliation politique ou autre. Mais pour l'instant les alliances publiques ou les alliances larges ce n'est pas toujours au beau fixe ou clair. Par contre, dans les franges anarchistes et communistes, les partis communistes et révolutionnaires, on a beaucoup de soutien, beaucoup de forces vives disponibles, des gens qui de toute façon sont très dédiés et convaincus de ce qu'on fait.

— **CP : Et du coup, quels sont les risques et les difficultés que vous rencontrez vis-à-vis de vos actions ?**

Clément : Les risques les plus graves, ce sont les risques de poursuites judiciaires, au pénal. J'ai une analyse parfois très politique de la situation mais c'est une question de rapport de force. Si on avait eu à nos côtés des forces politiques qui s'étaient opposées aux poursuites, qui s'étaient opposées à la venue de [Georges-Louis] Bouchez dès le début et qu'il y avait eu un front plus large, je pense que la justice ne se serait pas permise de faire le sprint qu'elle mène actuellement.

Il y a aussi la partie du gouvernement qui veut nous dissoudre. Là c'est un risque, ça peut devenir très grave très rapidement. Mais d'un autre côté, on n'a pas vraiment « d'organisation » [à proprement parler]. Il pourrait y avoir des lois extrêmement liberticides, extrêmement autoritaires qui voient le jour. Mais on est relativement confiants sur le fait qu'on pourra continuer notre activité encore pendant longtemps.

Sinon, pour les autres conséquences, aujourd'hui, on voit une recrudescence des organisations d'extrême droite. En Wallonie, on a réussi à garder plus ou moins l'espace loin de tout ça. Mais on voit Voorpost¹ qui retourne à Bruxelles en plein jour. Ils sont rejoints par Nation² qui est un vrai groupe de nazis. Eux, ce sont vraiment des gens dangereux. Si nous on recule, si on perd du terrain, ils n'attendent que ça pour le reprendre. C'est une menace pour tout le monde. On a eu des épisodes où des gens isolés sont menacés au couteau ou sont pris à partie [par des membres de Nation]. Donc ça je pense que ce sont les trois risques graves : les poursuites judiciaires, les dissolutions et la montée des milices d'extrême droite.

¹ Voorpost est un groupe flamand identitaire d'extrême droite et islamophobe qui milite contre l'immigration, pour l'indépendance de la Flandre et pour l'unification de celle-ci avec les Pays-Bas.

² (Pour la) Nation est un parti néonazi belge. Voy. par exemple : « Pour la Nation » – Enquête. Infiltrés dans un groupuscule d'extrême droite. Dans : Médor magazine [en ligne], 6 mars 2025, consulté le 17 mars 2026, disponible à l'adresse : <https://medor.coop/magazines/medor-n38-printemps-2025/pour-la-nation-xenophobie-neonazi-ss-extremisme-complotisme-nationalisme-harcelement-antisysteme-catholicisme-antisemitisme-civitas-fascisme/?full=1>.

Il y a aussi des risques moins graves. Par exemple, les interdictions dans les universités, les interdictions de manifester. Dans les universités, on voit qu'organiser des conférences politiques va devenir plus dur. Et il y a les amendes. On est aussi de plus en plus confrontés aux obligations de payer pour faire des demandes de manifestation. Récemment, le conseil communal a décidé qu'il fallait payer cinquante-cinq euros pour introduire une demande de manifestation, qui peut être refusée. C'est seulement quand les antifascistes ont fait la demande de manifestation que la règle a été implémentée et qu'on nous la fait payer, alors que beaucoup d'autres organisent des manifestations sans passer par là. En général, ce qu'on faisait avant c'était passer un coup de fil au bourgmestre, passer un coup de fil à la police et c'était réglé.

— **CP : Finalement, sur un volet plus positif, pour quelqu'un qui voudrait s'engager dans un collectif antifasciste, comment peut-il procéder ?**

Clément : Partout où il y a un front antifasciste local, on peut prendre contact et aller aux événements publics, aux assemblées. La plupart tiennent des assemblées publiques. Le meilleur moyen de s'impliquer, c'est de commencer par là. C'est de venir avec ses sujets ou des volontés propres, ou alors juste vouloir s'impliquer en général. Généralement on trouve une place pour tout le monde. Après il n'y a pas de fronts antifascistes locaux partout. On dit toujours que si vous êtes dans un endroit où il n'y a pas de front antifasciste local, on peut vous aider à en créer un. On peut vous aider à animer un groupe ou à organiser une manifestation si jamais il se passe quelque chose dans une ville. Ce dont on a le plus besoin c'est d'avoir des collectifs de terrain, des collectifs locaux, des ASBL, des groupes de quartier, des gens impliqués dans leur vie locale qui décident d'aider la lutte antifasciste. Ce dont on a besoin, c'est de populariser les conclusions politiques qu'on tire, les initiatives qu'on mène et élargir systématiquement le front.

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

citoyennete-participation.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Citoyenneté & Participation ASBL - Avenue des Arts, 50\6 - 1000 Bruxelles | info@citoyennete-participation.be | citoyennete-participation.be
N° d'entreprise : 0409 117 690 | RPM Bruxelles | BE67 3101 6586 0487
